



10 octobre 2025

---

# Révision partielle de la loi sur le Tribunal fédéral

## Synthèse des résultats de la procédure de consultation

---



## Résumé

Le 6 décembre 2024, le Conseil fédéral a ouvert la procédure de consultation sur l'avant-projet de révision partielle de la loi sur le Tribunal fédéral (AP-LTF). La procédure a pris fin le 21 mars 2025. 47 réponses ont été soumises, dont celles de deux participants qui ont expressément renoncé à se prononcer. En tout, 25 cantons, 4 partis représentés au sein de l'Assemblée fédérale, 2 associations faîtières de l'économie, 2 tribunaux fédéraux, 10 organisations intéressées et 4 particuliers ont envoyé leur réponse. La quasi-totalité des participants qui se sont prononcés sur le fond soutient le projet. Diverses adaptations sont proposées sur des points particuliers. Un parti rejette le projet en l'état.

### 1 En général

La procédure de consultation relative à l'avant-projet de révision partielle de la loi sur le Tribunal fédéral a eu lieu du 6 décembre 2024 au 21 mars 2025. Les cantons, les partis politiques représentés à l'Assemblée fédérale, les associations faîtières des communes, des villes et des régions de montagnes et de l'économie qui œuvrent au niveau national ainsi que d'autres organisations intéressées ont été invitées à se prononcer.

24 cantons, 4 partis politiques et 8 organisations et autres participants ont pris position sur l'avant-projet. Au total, le présent rapport porte sur 47 réponses reçues : 2 cantons<sup>1</sup> et 1 organisation<sup>2</sup> ont expressément renoncé à formuler un avis.

### 2 Liste des participants

Une liste des cantons, des partis, des organisations et des particuliers qui ont pris part à la consultation figure en annexe. Les prises de position détaillées peuvent être consultées dans les avis exprimés dans le cadre de la procédure de consultation<sup>3</sup>. La présente synthèse des résultats présente uniquement un résumé des avis reçus.

### 3 Remarques générales sur l'avant-projet

#### 3.1 Cantons

24 cantons soutiennent l'avant-projet : AG, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH.

Aucun canton ne le rejette dans son ensemble.

#### 3.2 Tribunaux fédéraux

Le **Tribunal fédéral** est opposé aux modifications des art. 97, al. 2 et 105, al. 3 et à l'adaptation de l'art. 23, al. 2<sup>bis</sup> et 4 AP-LTF.

<sup>1</sup> Le canton d'AI a explicitement renoncé à se prononcer et celui de SH n'a rien soumis.

<sup>2</sup> Union patronale suisse

<sup>3</sup> [www.admin.ch](https://www.admin.ch) > Droit fédéral > Procédures de consultation > Procédures de consultation terminées > 2025 > DFJP > Procédure de consultation 2024/36, [https://www.fedlex.admin.ch/fr/consultation-procedures/ended/2024#https://fedlex.data.admin.ch/eli/dl/proj/2024/36/cons\\_1](https://www.fedlex.admin.ch/fr/consultation-procedures/ended/2024#https://fedlex.data.admin.ch/eli/dl/proj/2024/36/cons_1)

Le **Tribunal administratif fédéral** propose des adaptations analogues de la loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal administratif fédéral (LTAF)<sup>4</sup> à celles prévues dans la loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral (LTF)<sup>5</sup>.

### 3.3 Partis

Le **Centre** soutient la « petite révision » de la LTF. Le **PLR** s'exprime également en sa faveur tout en faisant remarquer que les tribunaux fédéraux continuent d'être surchargés, notamment en raison des affaires mineures. Le **PS** est favorable à l'avant-projet, mais rejette le rehaussement des plafonds des émoluments judiciaires prévus à l'art. 65, al. 5 et 6 AP-LTF et la suppression des exceptions des art. 97, al. 2 et 105, al. 3, AP-LTF, qui prévoient un libre examen des faits en matière d'assurance-accidents et d'assurance militaire. Il demande également que la révision soit automatique lorsque la Cour européenne des droits de l'homme constate une violation de la CEDH (art. 122, let. a, AP-LTF).

L'**UDC** ne soutient pas le projet en l'état. Il estime que des ajouts sont nécessaires, par exemple des restrictions de la qualité pour recourir en droit des constructions et de l'aménagement. Elle ne critique toutefois pas spécifiquement les modifications prévues.

### 3.4 Associations faitières de l'économie, organisations intéressées et particuliers

L'**Union du commerce et de l'industrie du canton de Berne**, la **Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève**, la chambre de commerce zurichoise (**Zürcher Handelskammer**), la chambre de commerce de Bâle-Ville et Bâle-Campagne (**Handelskammer beider Basel**), la chambre de commerce et d'industrie de Saint-Gall et d'Appenzell (**Industrie- und Handelskammer St. Gallen-Appenzell**), l'**Union suisse des arts et métiers (USAM)** et la Fédération Suisse des Avocats (**FSA**) approuvent globalement l'avant-projet, mais rejettent principalement l'augmentation du plafond des émoluments judiciaires prévus à l'art. 65, al. 5 et 6 AP-LTF. Ils craignent que ce changement nuise à la position de la Suisse en tant que place d'arbitrage international. La chambre de commerce et d'industrie de Saint-Gall et d'Appenzell propose un plafond de 250 000 francs à l'al. 5, au lieu des 300 000 francs prévus dans l'avant-projet.

L'Association suisse des Magistrats de l'ordre judiciaire (**ASM**) approuve l'augmentation des plafonds de l'art. 65, al. 5 et 6 mais s'oppose au libre examen des faits (par le Tribunal fédéral) prévu à l'art. 97, al. 2 et 105, al. 3, AP-LTF.

**Ewz** suggère d'autres modifications de la LTF dans le domaine des énergies renouvelables. La **suva** soutient les modifications de la LTF et de la loi fédérale du 6 octobre 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA)<sup>6</sup> qui la concernent. L'association **avocats de l'enfant Suisse** est favorable à l'avant-projet et propose d'ajouter à la LTF un art. 40a consacré à la représentation de l'enfant.

Un **particulier** soutient l'avant-projet, notamment l'instauration de la commission de recours interne en matière de personnel (art. 17a AP-LTF) et le recours contre les actes normatifs cantonaux (art. 87, al. 1, AP-LTF). Il critique en revanche le libre pouvoir d'examen dans le cadre du contrôle abstrait des normes (art. 97, al. 1 et 105, al. 3, AP-LTF) et propose une voie de recours cantonale contre les actes du parlement et du gouvernement (art. 88, al. 2,

---

<sup>4</sup> RS 173.32

<sup>5</sup> RS 173.110

<sup>6</sup> RS 830.1

LTF). Deux **particuliers** désapprouvent l'augmentation du plafond des émoluments judiciaires, notamment eu égard au principe d'équivalence et parce qu'ils craignent que cela nuise à la réputation de la Suisse en tant que siège d'arbitrage (art. 65, al. 5 et 6 AP-LTF). Un autre **particulier** suggère de compléter l'art. 1, al. 1, AP-LTF par un renvoi à l'art. 2 de la Constitution.

L'**Union patronale suisse** ne s'est pas exprimée.

#### 4 Commentaire par articles

##### *Art. 17a, AP-LTF*

**VD** souhaite plus de transparence concernant la composition et l'organisation de la nouvelle commission de recours interne au sens de l'art. 17a AP-LTF.

##### *Art. 23, al. 2<sup>bis</sup> et 4, AP-LTF*

Le **Tribunal fédéral** rejette la modification de l'art. 23, al. 2<sup>bis</sup> et 4 AP-LTF qui prévoit d'abaisser le nombre de juges requis pour lancer une procédure de coordination.

##### *Art. 46, al. 2, let. f et g, AP-LTF*

**ZH** et **SO** demandent que les exceptions aux suspensions légales de délais fixées à l'art. 46, al. 2, let. g, AP-LTF soient précisées. **GE** soutient l'introduction de la nouvelle let. f de l'art. 46, al. 2, AP-LTF, qui permettra à son sens d'accélérer le traitement des procédures.

##### *Art. 60, al. 2<sup>bis</sup>, AP-LTF*

**BL**, **JU** et **ZG** préféreraient que l'art 60, al. 2<sup>bis</sup>, AP-LTF prévoie une obligation de communiquer du Tribunal fédéral ou de la direction de la procédure de deuxième instance plutôt qu'un droit de la victime de demander la notification de l'arrêt. **VD** propose de prévoir un mécanisme pour que la victime soit informée de son droit. D'autres cantons (**NW** et **SO**) approuvent la modification prévue dans l'avant-projet. La **FSA** invite à vérifier si une personne prévenue qui n'est plus partie à la procédure devrait bénéficier du même droit que la victime qui n'est pas partie à la procédure.

##### *Art. 65, al. 5 et 6 AP-LTF*

Diverses organisations intéressées et associations faîtières œuvrant à l'échelon national, le **PS** et trois cantons (**ZH**, **VD**, **GE**) critiquent l'augmentation du plafond des émoluments judiciaires prévue à l'art. 65, al. 5 et 6 AP-LTF. Ils craignent en particulier un affaiblissement de l'attractivité de la Suisse comme place d'arbitrage international et une potentielle violation du principe d'équivalence. **GE** considère comme possible que l'augmentation du montant que les émoluments pourraient atteindre constitue une entrave à l'accès à la justice pour les collectivités publiques dans les procédures fiscales, dont les valeurs litigieuses peuvent être très élevées. **BS** observe que les litiges de ce type ont un impact direct sur les cantons. En revanche, l'**ASM** soutient la possibilité d'augmenter le plafond des émoluments judiciaires.

##### *Art. 80, al. 2 AP-LTF*

**BL** fait remarquer à juste titre que la modification de l'art. 80, al. 2 AP-LTF n'est pas basée sur la dernière version de l'article<sup>7</sup>.

##### *Art. 81, al. 4, AP-LTF*

**FR**, **GL**, **NW**, **OW**, **SO**, **TI**, **UR**, **VS** et **ZH** se félicitent de la possibilité offerte aux cantons d'octroyer un droit de recours en matière pénale aux autorités qui exercent dans le domaine de

---

<sup>7</sup> Voir [RO 2024 27](#)

l'exécution des peines et des mesures (*art. 81, al. 4, AP-LTF*). La **FSA** s'oppose à cette modification et estime nécessaire que ce droit de recours soit réservé au ministère public.

*Art 83, let. r, AP-LTF en rel. avec l'art. 53, al. 1, LAMal*

**ZG** demande que l'art. 55a de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal)<sup>8</sup> soit à nouveau mentionné à l'art. 53, al. 1, LAMal, auquel le nouvel art. 83, *let. r, AP-LTF* renvoie.

*Art. 86, al. 2 AP-LTF et art. 56 AP-LIA*

Dans le cadre de la modification de l'art. 86, al. 2, AP-LTF et de l'art. 56 de l'avant-projet de modification de la loi fédérale du 13 octobre 1965 sur l'impôt anticipé (AP-LIA)<sup>9</sup>, **BS** demande que la date d'entrée en vigueur soit communiquée tôt afin que les réglementations cantonales en matière de voies de recours puissent être adaptées en temps utile.

*Art. 87, al. 1 AP-LTF*

**AR, NE, TI** et **VS** demandent que la modification de l'art. 87, al. 1, AP-LTF s'accompagne d'une disposition transitoire, ou au moins que l'article offre suffisamment de temps afin que les cantons puissent procéder aux adaptations nécessaires dans l'organisation judiciaire cantonale. **OW** et **SO** rejettent quant à eux cette modification.

*Art. 89 LTF*

L'**UDC** et **TG** estiment en outre que la qualité pour recourir de l'art. 89, al. 1, let. b, LTF devrait être examinée pour chacun des griefs invoqués<sup>10</sup>.

*Art. 97, al. 2 et 105, al. 3, AP-LTF*

En ce qui concerne l'art. 97, al. 2, AP-LTF, le **Tribunal fédéral** se félicite de la levée de l'exception concernant les prestations de l'assurance-accidents et de l'assurance militaire, mais il rejette les nouvelles exceptions en matière de droits politiques et de contrôle abstrait des actes normatifs cantonaux. L'**ASM** est également opposée à cette modification. Au lieu de lever l'exception concernant l'assurance militaire et l'assurance-accidents, **BL** propose qu'il soit possible d'invoquer des griefs qui portent sur l'établissement des faits dans les recours contre les décisions concernant l'ensemble des assurances sociales régies par le droit fédéral. **OW** et **SO** sont quant à eux d'accord avec la modification proposée. **TG** considère que la nouvelle version du texte pourrait être améliorée et enjoint à une meilleure coordination entre les voies de recours de la LTF et celles de la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques<sup>11</sup>.

*Art. 100, al. 2 et art. 103, al. 2, AP-LTF*

**SO** propose d'ajouter à l'art. 100, al. 2, AP-LTF les procédures concernant des mesures de contrainte ordonnées en application du code de procédure pénale (CPP)<sup>12</sup>. Il suggère également de préciser la relation entre l'art. 103, al. 2, *let. b, AP-LTF* et l'art. 437, al. 3 CPP.

---

<sup>8</sup> RS 832.10

<sup>9</sup> RS 642.21

<sup>10</sup> Voir à ce sujet le postulat Caroni [24.3637](#) du 13.06.2024 « Limiter à nouveau les oppositions aux intérêts dignes de protection ».

<sup>11</sup> RS 161.1

<sup>12</sup> RS 312.0

*Art. 112, al. 2, AP-LTF*

**GE**, **TI** et l'**ASM** approuvent la modification de l'art. 112, al. 2, AP-LTF. **GE** s'exprime également en faveur d'une adaptation similaire de l'art. 408 CPP (alignement sur le code de procédure civile [CPC]<sup>13</sup>). **AG** et **TG** proposent de réduire à 10 jours le délai pour demander la motivation fixé à l'art. 112, al. 2, AP-LTF, notamment pour garantir la coordination avec l'art. 239 CPC.

*Art. 61, let. b<sup>bis</sup>, AP-LPGA*

**OW** critique l'examen de l'inopportunité prévu à l'art. 61, let. b<sup>bis</sup>, AP-LPGA, qu'il considère comme inapproprié.

## **5 Accès aux avis**

Conformément à l'art. 9 de la loi fédérale du 18 mars 2005 sur la procédure de consultation<sup>14</sup>, le public a accès au dossier soumis à consultation, ainsi qu'après expiration du délai de consultation, aux avis exprimés par les participants, tout comme – après que le Conseil fédéral en a pris connaissance – au rapport sur les résultats de la consultation. Ces documents sont publiés sous forme électronique sur la plateforme du droit fédéral<sup>15</sup> (article 16 de l'ordonnance sur la consultation du 17 août 2005<sup>16</sup>).

---

<sup>13</sup> RS 272

<sup>14</sup> RS 172.061

<sup>15</sup> Voir note de bas de page 3.

<sup>16</sup> RS 172.061.1

**Verzeichnis der Eingaben**  
**Liste des organismes ayant répondu**  
**Elenco dei partecipanti**

**Kantone / Cantons / Cantoni**

<b>AG</b>	Aargau / Argovie / Argovia
<b>AI</b>	Appenzell Innerrhoden / Appenzell Rh.-Int. / Appenzello Interno
<b>AR</b>	Appenzell Ausserrhoden / Appenzell Rh.-Ext. / Appenzello Esterno
<b>BE</b>	Bern / Berne / Berna
<b>BL</b>	Basel-Landschaft / Bâle-Campagne / Basilea-Campagna
<b>BS</b>	Basel-Stadt / Bâle-Ville / Basilea-Città
<b>FR</b>	Freiburg / Fribourg / Friburgo
<b>GE</b>	Genf / Genève / Ginevra
<b>GL</b>	Glarus / Glaris / Glarona
<b>GR</b>	Graubünden / Grisons / Grigioni
<b>JU</b>	Jura / Giura
<b>LU</b>	Luzern / Lucerne / Lucerna
<b>NE</b>	Neuenburg / Neuchâtel
<b>NW</b>	Nidwalden / Nidwald / Nidvaldo
<b>OW</b>	Obwalden / Obwald / Obvaldo
<b>SG</b>	St. Gallen / Saint-Gall / San Gallo
<b>SO</b>	Solothurn / Soleure / Soletta
<b>SZ</b>	Schwyz / Svitto
<b>TG</b>	Thurgau / Thurgovie / Turgovia
<b>TI</b>	Tessin / Ticino
<b>UR</b>	Uri
<b>VD</b>	Waadt / Vaud
<b>VS</b>	Wallis / Valais / Vallese
<b>ZG</b>	Zug / Zoug / Zugo
<b>ZH</b>	Zürich / Zurich / Zurigo

**Bundesgerichte / Tribunaux fédéraux / Tribunali federali**

<b>TF</b>	Bundesgericht / Tribunal fédéral / Tribunale federale
<b>TAF</b>	Bundesverwaltungsgericht / Tribunal administratif fédérale / Tribunale amminis-trativo federale

## Parteien / Partis politiques / Partiti politici

<b>PLR</b>	FDP. Die Liberalen PLR. Les Libéraux-Radicaux PLR. I Liberali Radicali PLD. Ils Liberals
<b>Le Centre</b>	Die Mitte Le Centre Alleanza del Centro Allianza dal Center
<b>PS</b>	Sozialdemokratische Partei der Schweiz SP Parti socialiste suisse PS Partito socialista svizzero PS
<b>UDC</b>	Schweizerische Volkspartei SVP Union démocratique du centre UDC Unione democratica di centro UDC

## Gesamtschweizerische Dachverbände der Wirtschaft / Associations faîtières de l'économie qui œuvrent au niveau national / associazioni mantello nazionali dell'economia

<b>USAM</b>	Schweizerischer Gewerbeverband SGV Union suisse des arts et métiers USAM Unione svizzera delle arti e mestieri USAM
<b>-</b>	Schweizerischer Arbeitgeberverband Union Patronale Suisse Unione svizzera degli imprenditori

## Interessierte Organisationen und Privatpersonen / Organisations intéressées / Organizzazioni interessate e privati

<b>CCIG</b>	Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève
<b>ewz</b>	Elektrizitätswerk der Stadt Zürich
<b>HIV</b>	Handels- und Industrieverein des Kantons Bern, Berner Handelskammer Union du commerce et de l'industrie du canton de Berne, Chambre de commerce bernoise
	Handelskammer beider Basel
<b>IHK</b>	Industrie- und Handelskammer St. Gallen-Appenzell
<b>-</b>	Kinderanwaltschaft Schweiz Avocat·e·s de l'enfant Suisse
	Zürcher Handelskammer
<b>FSA</b>	Schweizerischer Anwaltsverband SAV Fédération Suisse des Avocats FSA Federazione Svizzera degli Avvocati FSA
<b>suva</b>	Schweizerische Unfallversicherungsanstalt



<b>ASM</b>	Schweizerische Vereinigung der Richterinnen und Richter SVR Association suisse des magistrats de l'ordre judiciaire ASM Associazione svizzera dei magistrati ASM Associaziun svizra dals derschaders ASD
------------	---

**Private / Particuliers / Privati**

<b>Avis d'un citoyen</b>	Martin Egli
<b>Avis d'un citoyen</b>	Gerold Steinmann, Beundenfeldstrasse 32, 3013 Bern
<b>Avis d'un citoyen</b>	Felix Dasser, Prof. Dr. iur, LL.M Rechtsanwalt, Homburger AG
<b>Avis d'une citoyenne</b>	Juliana Klose

**Verzicht auf Stellungnahme / Renonciation à une prise de position / Rinuncia a un parere**

- AI
- Schweizerischer Arbeitgeberverband  
Union patronale suisse  
Unione svizzera degli imprenditori